



Paris, Mardi 19 avril 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

Guerre au Yémen : le silence est d'or pour la France

Depuis plus d'un an, la guerre que se livre les rebelles Houthis et la coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite a causé la mort de milliers de personnes et le déplacement de plus de 2,7 millions de Yéménites. Durant cette période les responsables français et saoudiens se sont rencontrés à plusieurs reprises, essentiellement pour des objectifs commerciaux, et non pour parler de la situation humanitaire dramatique au Yémen. Les ONG françaises appellent la France à faire plus pour mettre un terme à ce conflit et limiter les souffrances des civils.

Plus d'une année de violences a mené l'un des pays les plus pauvres du monde dans le chaos. L'impact du conflit est dramatique pour les Yéménites : 82% de la population, soit 21,2 millions de personnes, dépendent maintenant de l'aide humanitaire ; 2,75 millions sont déplacés ; des dizaines d'écoles et d'hôpitaux ont été les cibles d'attaques ; 14,4 millions de Yéménites sont en situation d'insécurité alimentaire et les cas de malnutrition se comptent aujourd'hui par centaines de milliers.

La cessation des hostilités conclue le 10 avril, préalable indispensable aux discussions de paix qui devaient débiter le 18 avril au Koweït, représente un premier espoir de paix après de nombreux mois sans aucune avancée. Toutefois, de nombreuses violations de cet accord sont observées sur le terrain et les pourparlers viennent d'être repoussés. **Nous, ONG présentes et actives au Yémen, sommes profondément frappées par la lenteur de ce processus et par l'inaction de la France, partenaire privilégiée de l'une des parties au conflit.**

En mai 2015, six semaines après le début des frappes aériennes menées par la coalition, le Président français était l'invité du Conseil de Coopération du Golfe. Seul chef d'Etat européen présent, François Hollande aurait pu faire valoir ce statut unique afin de défendre les intérêts des populations civiles yéménites. De même, les visites d'officiels saoudiens en France ou de dignitaires français en Arabie saoudite et dans le Golfe se sont multipliées ces derniers mois, jusqu'à la réception du ministre de l'Intérieur saoudien le 4 mars dernier, à l'occasion de laquelle il a reçu la légion d'honneur.

Si les communications ont été nombreuses entre Paris et Riyad, il semble qu'elles aient essentiellement concerné les nombreux échanges commerciaux entre les deux pays, particulièrement en matière d'armement¹, et non la condamnation des nombreuses violations du Droit International Humanitaire au Yémen par toutes les parties au conflit, ni des obstacles permanents rencontrés par les acteurs humanitaires pour venir en aide à la population. Ainsi, il y a moins d'un mois, plus de 100 personnes étaient tuées lors du bombardement d'un marché au nord du Yémen, sans qu'aucune condamnation officielle ne soit faite par la France face à cette violation flagrante des principes de précaution, de distinction et de proportionnalité dans la conduite des hostilités.

Le silence français et international sur la crise en cours au Yémen, pourtant l'une des trois plus graves au monde, se traduit également par le sous financement de la réponse humanitaire : 16% des fonds nécessaires pour 2016 ont pour l'instant été reçus, et sans mobilisation significative de la France, là non plus.

Lors de la visite du Président français en Jordanie, nous espérons que le respect du Droit International Humanitaire dans la conduite des hostilités sera discuté avec la Jordanie, également partie à la coalition armée menée par l'Arabie Saoudite au Yémen. De même, nous souhaitons vivement que la visite du Vice-prince héritier et Ministre de

¹ Selon le *Rapport 2015 au Parlement sur les exportations d'armement de la France*, en 2014 les commandes saoudiennes en armement français s'élevaient à plus de 3,5 milliards d'euros et sont en augmentation croissante depuis 2012.

la défense saoudien Mohammed bin Salman bin Abdul Aziz, le 25 avril à Paris, soit l'occasion d'aborder la question de l'application du Droit International Humanitaire au Yémen. Nous espérons que la France prendra enfin ses responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et œuvrera activement à la résolution de ce conflit meurtrier dont les premières victimes sont les civils.

Contacts presse :

Action contre la Faim :

A Amman : Florian Seriex / fseriex@me.acfspain.org / +962 778 367 673

A Paris : Julia Belusa / jbelusa@actioncontrelafaim.org / + 33 1 43 35 82 22

CARE FRANCE:

A Paris : Laury-Anne Bellessa / bellessa@carefrance.org / + 33 1 53 19 89 92 – 06 24 61 85 37

Handicap international

Sophie GAGUIN / sgaguin@handicap-international.fr/ + 33 (0) 4 26 68 76 47 / +33 (0) 6 60 97 09 38

Médecins du Monde

A Paris : Aurélie Defretin / Lisa Veran 01 44 92 13 81 – 14 31 / 06 09 17 35 59 – presse@medecinsdumonde.net

Première Urgence Internationale :

A Amman : Alain Coutand / meroc@premiere-urgence.org / +962 7 78 41 47 00

A Paris : Jean JAVOGUES / jjavogues@premiere-urgence.org / +33 1 80 88 72 61